

Avec Fabien Roussel pour une poste au service de tous

L'élection présidentielle de 2022 offre aux usagers de la Poste et aux postiers la possibilité de faire entendre leur voix.

La logique de rentabilité à court terme développée par les directions de La Poste conduit à son déclin : dégradation des services rendus à la population, précarisation et mal-être du personnel, perte du sens du travail, impossibilité d'assurer un travail de qualité faute de moyens humains et techniques. Ces constats ne résultent pas d'une fatalité mais du choix politique de faire passer le profit financier avant les besoins humains.





FABIEN ROUSSEL, candidat à l'élection présidentielle

avance des propositions ambitieuses pour La Poste et le service public postal :

En finir avec la privatisation,

la concurrence et répondre aux besoins humains en matière de communication et d'accès aux services publics par un maillage de proximité des services de la poste. Pour cela il faut réimplanter des bureaux de poste de plein exercice dans les « déserts » postaux.

Garantir le passage du facteur quotidiennement

6 jours sur 7 pour la distribution du courrier, de la presse et des colis. Pour cela un grand **plan d'embauche** doit voir le jour à la Poste.

Pour la rapidité et le respect de l'environnement, il est nécessaire que l'acheminement des courriers et colis se fasse par Le e-commerce, s'il répond à de nouveaux besoins, doit être régulé car il se développe dans des conditions anarchiques, ne respectant ni les droits des salariés ni l'environnement.

La multiplication des opérateurs a entraîné celle des véhicules.
La concurrence et l'obsession de la rentabilité accentuent une précarisation des salariés et une dégradation du service rendu.

Revenir à un réseau unique de distribution avec des véhicules à moindre impact environnemental, des salariés sous statut et des circuits de livraisons plus courts.

L'aménagement du territoire ne peut se faire qu'avec des bureaux de poste de proximité

offrant tous les services aux usagers notamment bancaires dans des plages horaires accessibles à tous et avec du personnel en nombre. Les pseudo « points contacts » actuellement développés défavorisent les zones rurales, péri-urbaines et les quartiers populaires.

De nouveaux services non marchands

pourraient être proposés, en terme d'envoi de numéraires, de services et d'accès au crédit. La gratuité du compte courant et des modes de paiement, la suppression des frais bancaires, la revalorisation du livret A au-dessus de l'inflation atténueraient la précarité bancaire et permettraient un accès plus

large au logement social.

L'accès au numérique dans les bureaux de poste permettrait enfin un accès plus large aux services publics, pourvu qu'il ne se substitue pas à ces derniers comme c'est le cas avec les Maisons France Services. La Poste doit participer à la réduction de la fracture « numérique ».

Il y a enfin nécessité à maintenir partout un accueil physique pour accompagner les usagers.

Pour un service public postal efficace, ambitieux et de proximité, répondant aux besoins des usagers, garantissant des droits de haut niveau aux postières et postiers.

SECTION PCF DE BRESLES - 48 rue du Général-de-Gaulle 60510 LA NEUVILLE-EN-HEZ



le rail.









